

MAIRIE DE DRAGUIGNAN



DEPARTEMENT DU VAR

CONVENTION RELATIVE A LA GESTION D'UN EQUIPEMENT ET D'UN SERVICE ENTRE LA COMMUNE DE DRAGUIGNAN ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE

La commune de Draguignan, représentée par Monsieur Richard Strambio, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération n° 2016- ____ du _____ 2016 ;

Ci après désigné « la Commune »

D'une part ;

ET

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, représentée par Monsieur Olivier Audibert-Troin, son président, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil communautaire n° C2016- ____ du _____ 2016;

Ci après désignée « la Communauté d'Agglomération Dracénoise »

D'autre part ;

Vu les dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment son article L. 5216-7-1 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article précité du CGCT, la Communauté d'Agglomération Dracénoise peut confier par convention la gestion de certains services ou équipements relevant de ses attributions à la commune ;

Considérant que ce mécanisme est en outre conforté, dans son mode de passation sans mise en concurrence ni publicité préalable, par la jurisprudence (CJUE, 13 novembre 2008, Coditel Brabant SA, aff. C324/07 ; CAA Paris 30 juin 2009, Ville de Paris, n°07PA02380 et « Landkreise-Ville de Hambourg » : CJUE, 9 juin 2009, commission c/ RFA, C-480/06 ; voir aussi par analogie CE, 3 février 2012, Communauté d'agglomération d'Annecy et Commune de Veyrier du Lac, n° 353737) ;

Considérant que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétences mais une délégation de la gestion du service en cause ;

Considérant la constitution du groupement de commande, entre la commune de Draguignan et la

Communauté d'Agglomération Dracénoise pour la fourniture de carburants, qui prend désormais en compte les besoins estimés des services de l'intercommunalité ;

Considérant que dans ce cadre, il convient de permettre à la Communauté d'Agglomération Dracénoise :

- d'accéder aux équipements de la commune,
- d'acquérir des badges pour la fourniture de carburants à l'ensemble de son parc de véhicules,
- d'accéder aux données statistiques et aux traitements des informations,
- d'avoir connaissance des volumes de carburants consommés qui lui seront facturés.

Considérant qu'il convient de fixer les modalités de la convention par laquelle la commune entend assurer la gestion du service et l'entretien des équipements en cause,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er : Objet

Dans le cadre d'une bonne gestion du service et de l'équipement concerné sur son territoire, la commune assure, en application de l'article L. 5216-7-1 du CGCT, la gestion de l'équipement et du service en cause pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise, en investissement comme en fonctionnement.

Cette convention concerne la gestion de l'équipement et du service en cause et non la compétence qui reste dévolue à la commune.

1.1 - Mission

La présente convention étant établie dans le cadre d'une prestation de services intégrée, la commune dispose au fil de l'exécution de celle-ci d'un droit de formuler des instructions et des recommandations à la Communauté d'Agglomération Dracénoise sous réserve de ne pas dépasser le cadre de la mission susmentionnée (sauf signature d'un avenant aux présentes qui serait accepté par les deux parties).

La Communauté d'Agglomération Dracénoise et la commune sont libres de désigner leurs agents respectifs qui travailleront sur ce dossier.

1.2 - Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre elles, les pièces constitutives de la convention sont par ordre de priorité les suivantes :

- ✓ La présente convention,
- ✓ Le cas échéant, d'autres échanges écrits relatifs à cette prestation.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de signature des présentes ainsi que les normes et règlements applicables aux prestations faisant l'objet de la convention.

En cas de contradiction ou de différence entre les différentes pièces contractuelles de la convention, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction entre les stipulations du corps d'un document et les stipulations d'une de ces annexes, les stipulations du corps du document prévaudront.

Toutes les pièces postérieures à la conclusion de la convention sont considérées comme contractuelles (avenants).

Aucune partie à la présente convention ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, de tous les textes administratifs communautaires, nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution de la présente convention.

Article 2 : Modalités d'exécution de la convention

La présente convention est exécutée dans le cadre de l'article 18 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2004 relative aux marchés publics.

Le prix en sera indiqué à chaque fois sur la base du coût réel de la prestation.

Article 3 : Modalités d'exécution des contrats

Aucun contrat de la commune ne sera transféré à la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Aucun contrat de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ne sera transféré à la commune.

Article 4 : Obligations

Article 4-1 : Obligations de la Communauté d'Agglomération Dracénoise

La Communauté d'Agglomération Dracénoise s'engage à mettre à la disposition de la commune, à titre gratuit, à compter de l'entrée en vigueur de la convention, l'ensemble des informations nécessaires à la bonne exécution des contrats à intervenir et à régler dans le cadre des délais légaux le coût des prestations réalisées.

Article 4-2 : Obligations de la commune.

Pendant la durée de la convention, la commune assure, sous sa responsabilité, la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

Article 4-3 : Modalités pratiques

La commune met à disposition de la CAD ses installations de livraison de carburants situées au Centre Technique Municipal sis 1178 boulevard Saint Exupéry à DRAGUIGNAN.

Ces installations sont accessibles aux véhicules de la CAD du lundi au vendredi, de 6H30 à 20H30, hors jours fériés. Dans l'attente de la mise en place d'un système de contrôle d'accès, l'ouverture du portail du CTM après 18h30 se fera au moyen d'une clef, remise à la CAD (10 exemplaires). Chaque véhicule sera muni d'un badge permettant la prise de carburants adapté à la motorisation dudit véhicule. Ce badge sera fourni par la commune. L'utilisateur renseignera l'automate, pour obtenir la délivrance de carburant.

L'utilisateur respectera le règlement intérieur à intervenir du CTM, s'agissant notamment de s'interdire de fumer à proximité des postes essences, de prévenir sans délai le responsable du CTM de tous incidents qu'il pourrait constater.

Article 5 : Durée

La présente convention s'applique à compter de la notification du marché de fourniture de carburants jusqu'à son terme.

Les parties ont la faculté de résilier la présente convention dans le cas particulier où le marché visé ci-dessus serait dénoncé ou résilié. Cette dénonciation interviendra concomitamment à celle de la convention précitée.

L'exercice de ce droit contractuel n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

Article 6 : Conditions financières

Dans le cadre de cette convention, il est évalué un coût correspondant au coût estimé du service et des fournitures afférentes.

6.1. Coût du service

Le service est estimé à partir des éléments de l'annexe 1. Il sera payable après service fait sur présentation d'une note ou d'une facture établie à partir :

- du coût moyen horaire du ou des agents en charge de la gestion de l'objet de la présente convention,
- du montant des contrats ou des factures des entreprises intervenant sur le matériel ou le site.

Les coûts seront répartis proportionnellement au nombre de véhicules de chaque entité et tiendront compte des évolutions des parcs respectifs à la hausse ou à la baisse.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que le cas échéant, tous les frais afférents notamment aux déplacements.

Aucun frais de séjour ou de déplacement n'est prévu en sus. Aucun autre frais ne sera facturé.

6.2. Rémunération

Le paiement des prestations s'effectuera conformément aux règles du droit public avec les délais et modalités de paiement propres au droit public.

Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus fixé fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice de la commune, conformes aux règles en vigueur en droit public sur ce point.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Aucune avance ne sera versée.

6.3. Facturation du carburant

La Commune adressera chaque fin de mois à la CAD un état de ses consommations de carburant, au vu des relevés des badges des véhicules de la CAD (article 4.3), accompagné du bon de livraison du fournisseur, titulaire du marché permettant de constater le prix au litre. Le prix appliqué au litre est celui indiqué au tarif DIREM le jour de livraison après application du rabais consenti.

Dès validation de cet état par la CAD, la commune émettra un titre de recettes correspondant au nombre de litres consommés au prix unitaire TTC consenti par le fournisseur au moment du remplissage de la cuve.

En cas de désaccord sur l'état susvisé, la CAD en informera dès réception la Commune. Les parties se rencontreront dans un délai de huit jours maximum pour régler ce désaccord à l'amiable.

Article 7 : Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur

l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

8. Confidentialité

Tous les documents et informations qui sont confiés ou diffusés à la Communauté d'Agglomération Dracénoise ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution de la consultation sont confidentiels. Ils ne peuvent être communiqués à d'autres personnes sans l'autorisation préalable du membre de la commune.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération Dracénoise se reconnaît tenue au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont elle pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de la présente convention. Elle s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la Commune de Draguignan.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise garantit par ailleurs qu'elle tiendra ses agents informés des termes de la présente convention et se porte fort du respect par ceux-ci des obligations en résultant.

9. Assurances

Avant tout commencement d'exécution, la Communauté d'Agglomération Dracénoise devra justifier qu'elle est couverte par un contrat d'assurances au titre de sa responsabilité professionnelle si une demande lui est formulée à cet effet.

Cette justification sera faite au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie donnée par l'assureur.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de la présente convention aux frais et risques de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

10. Résiliation de la convention et autres litiges

La résiliation aux torts d'une partie peut être à tout moment demandée par l'autre partie, avec indemnisation du préjudice subi.

Aucune résiliation d'une partie ou d'une autre ne peut avoir lieu sans être précédée des étapes suivantes :

- Mise en demeure par LRAR indiquant les reproches qui sont faits ainsi que le fait qu'une résiliation est envisagée avec invitation à accéder à tout document utile pour éclairer ce litige,
- Organisation d'une réunion d'explication et de conciliation à l'initiative de la partie qui entend résilier, et ce sous quinzaine à dater de la réception de ladite LRAR,
- Tenue de cette réunion,
- En cas d'échec de la conciliation, la résiliation fautive peut avoir lieu dans un délai de trois semaines.

D'une manière générale, aucun litige ne peut être porté devant les juridictions compétentes — sauf urgence majeure — sans qu'il soit fait au préalable recours à une procédure de règlement amiable des litiges dévolue au Juge Administratif.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

11. Ordre de service / Modifications / Avenant

Toute modification de la prestation fera l'objet d'un avenant.

12. Contrôle analogue

Pour la conduite des opérations prévues à la présente convention, la commune peut adresser toute instruction à la Communauté d'Agglomération Dracénoise en passant par le Directeur Général des Services de celle-ci.

Par suite, la Communauté d'Agglomération Dracénoise adresse ses demandes ou ses observations en passant par son Directeur Général des Services.

Fait en deux exemplaires originaux à :

Le :

Olivier AUDIBERT-TROIN

Richard STRAMBIO

Le Président de la
Communauté d'Agglomération Dracénoise
Député du Var

Le Maire de la
commune de Draguignan

ANNEXE 1 : ESTIMATION DES CHARGES ET DES COUTS LIES A LA PRESTATION

Prestations de services par un agent de la commune (Données à titre indicatif pour le calcul de l'estimation):

Coût moyen pour un agent de catégorie C (brut + charges) : 20 €/heure

FOURNITURE OU SERVICES	EVALUATION COUT ANNUEL en € TTC	OBSERVATIONS
maintenance des cuves réalisée en régie	400 €	10 heures deux fois par an agents de catégorie C
gestion quotidienne	5 060 €	1 heure par jour [253 jours pour l'année 2016] agents de catégorie C
maintenance et/ou entretien pompes	650 €	coût annuel du contrat actuellement en vigueur
dépannage en correctif selon besoins	Sur devis	demande d'intervention pour dépannage
coût suite à détérioration ou remplacement des cuves ou des pompes	Sur devis	demande d'intervention pour dépannage
coût d'un lot de 10 badges : 104,50 € HT + frais de livraison 25 € HT soit 155,40 € TTC	1 033,20 €(8 * 104.5 + 25/ * 1.2)	paiement sur remise des badges à la Communauté d'Agglomération Dracénoise : 80 badges prévus
programmation des badges	180 €	9 heures agents de catégorie C
coût maintenance logiciel	1379,82 € TTC	coût annuel du contrat actuellement en vigueur

Le coût annuel de la prestation est estimé au minimum à hauteur de 8 703,02 € TTC.

Prestations annuelles récurrentes : 7 489,82 € TTC

Les coûts seront répartis proportionnellement au nombre de véhicules de chaque entité sauf pour l'achat et la programmation des badges dédiés aux véhicules de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Nombre de véhicules au 01/06/2016 :

Pour la Commune de Draguignan : 110

Pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise : 80